



## Australie : le poste universitaire de Nick Greiner part en fumée

Rubrique : actualités - Date : lundi 25 août 2003

---

L'ancien chef du gouvernement de la Nouvelle-Galles du Sud, Nick Greiner, a été forcé de quitter son poste de directeur du troisième cycle nouvellement créé à l'Université de Sydney à cause de son implication dans une compagnie de tabac.

Le président de l'université, Gavin Brown, a déclaré lors de la réunion du conseil d'université de la nuit dernière que M. Greiner avait décidé de ne pas continuer à occuper ses fonctions de président par intérim du conseil de l'université.

Le nouveau cycle universitaire avait été lancé le mois dernier en fanfare par le chef du gouvernement, Bob Carr, mais la présidence de M. Greiner de la branche australienne de la multinationale British American Tobacco avait aussitôt entraîné la controverse.

Au départ, M. Greiner avait rejeté les militants anti-tabac, les considérant comme des fanatiques, et avait juré qu'il ne se laisserait pas influencer par eux.

Le conseil d'université a voté à une faible majorité l'éviction de M. Greiner au motif que son affectation était en contradiction avec une interdiction vieille de 20 ans stipulant que l'université ne pouvait recevoir aides ou dotations sous n'importe quelle forme que ce soit de la part d'un fabricant de tabac.

Cependant, le professeur Brown a affirmé que la nomination à ce poste ne nécessitait pas l'approbation du conseil. La décision de M. Greiner de démissionner a minimisé l'embarras de l'université sur son faux pas. Le professeur Bob O'Neill, universitaire d'Oxford et membre de l'Université Nationale Australienne, a été nommé à la place de M. Greiner.

La nuit dernière, la cour historique de l'université a été quadrillée par plus de 40 policiers et agents de sécurité. Ils voulaient éviter que ne se répète la manifestation estudiantine qui avait perturbé le mois dernier la réunion du conseil d'université portant sur la décision d'augmenter les tarifs de la plupart des cours de 30 %, suivant les recommandations d'une étude gouvernementale.